



"Mieux orienter le talent de nos lycéens : clé de l'égalité des chances... et de la croissance"



"Nos marges de progression sont très importantes et il nous revient de faire de l'orientation l'une des clés de la croissance économique et de l'égalité des chances."
Myriam Tirler / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Cyprien Canivenc est administrateur de la fédération « Des territoires aux grandes écoles » qui accompagne près de 20 000 lycéens par an dans leur orientation post-bac.

Xavier Jaravel est économiste, professeur à la London School of Economics et lauréat du prix du meilleur jeune économiste 2021.

Les études sur les choix d'orientations scolaires et universitaires s'accroissent et tirent la sonnette d'alarme : le système français est source d'inégalités, de mauvaise



performance économique et d'un mal-être diffus.

Le mal-être est d'abord celui des élèves et de leurs parents. Plus de 7 lycéens sur 10 se sentent anxieux ou stressés à la perspective de faire des choix d'orientations universitaires, selon une enquête YouGov menée pour la fédération Des territoires aux grandes écoles (DTGE). Les élèves comme leurs parents réclament des informations plus claires sur les différents cursus (62 %) et un accompagnement des lycéens plus poussé (55 %).

Le mal-être est aussi celui d'une nation qui ne parvient pas à mobiliser tous les talents de chaque génération, au détriment de l'égalité des chances et de la performance économique du pays. Par exemple, à niveau scolaire égal, la propension à se tourner vers les carrières de la science et de l'innovation dépend largement des origines familiales (revenus, éducation et profession des parents), du territoire d'origine et du genre. Une étude récente du Conseil d'Analyse Économique met en lumière l'ampleur du phénomène : si les femmes et les enfants moins favorisés avaient un taux d'innovation similaire aux garçons de milieux plus favorisés, il y aurait 2,8 fois plus de chercheurs et d'ingénieurs docteurs en France.

Sensibiliser aux carrières de la science

Ce chiffre, reflet des inégalités françaises, illustre le potentiel d'une politique de croissance reposant sur la mobilisation de tous les talents. L'étude du Conseil d'Analyse Économique montre ainsi qu'améliorer la politique d'orientation est un levier important pour la croissance, notamment s'agissant de l'orientation vers les carrières de la science, de l'innovation et de l'entrepreneuriat, qui sont les moteurs de l'économie.

À LIRE AUSSI : Journée mondiale de l'égalité des chances : la parole à un énarque engagé pour les lycéens ruraux

L'étude propose à cet effet une « stratégie nationale d'innovation par tous » qui sensibiliserait tous les jeunes aux carrières de l'innovation et de la science. Cette stratégie se traduirait par le déploiement à grande échelle de plusieurs initiatives complémentaires : ateliers d'information, mentorat, stages d'immersion, forums, concours d'innovation, etc.

Plusieurs de ces initiatives sont déjà portées sur le terrain, par exemple par l'écosystème associatif du mentorat réuni au sein du « Collectif Mentorat ». Les témoignages des élèves bénéficiaires illustrent la portée des actions d'accompagnement individualisé. Héléna, lycéenne de Mazamet accompagnée par l'association Du Tarn aux grandes écoles, raconte : « *Le mentorat m'a permis de découvrir le parcours de quelqu'un qui est passé par des écoles que j'envisage, et d'avoir un avis éclairé sur mes projets de poursuite d'études.* »

Un autre outil du monde associatif plébiscité par les étudiants est les bourses d'étude, qui permettent d'amortir les dépenses liées à l'emménagement dans une grande ville. Thomas, lauréat d'une aide financière pour rejoindre une CPGE mathématiques au lycée Pierre de Fermat à Toulouse, explique : « *Cette bourse de 6 000 € de la fondation DTGE me permettra de me concentrer exclusivement sur le travail demandé par la formation, sans avoir à trop m'inquiéter des dépenses nécessaires* ».

À LIRE AUSSI : "Pour relancer l'ascenseur social, créons des campus d'excellence hors de Paris"

Ces exemples concrets montrent que les associations fournissent une aide adaptée aux enjeux spécifiques de chaque territoire et nouent un dialogue personnalisé avec les lycéens. Leurs interventions permettent déjà de toucher des dizaines de milliers de jeunes chaque année et d'agir efficacement contre l'autocensure.

« La France pourrait gagner 0,2 point de croissance du PIB chaque année. Soit, d'ici 15



ans, un gain de PIB de 75 Md€. »

Dans certains cas, des équipes de chercheurs ont pu démontrer l'efficacité des dispositifs d'égalité des chances. Par exemple, une équipe de l'École d'économie de Paris a estimé l'effet causal d'un programme de la Fondation L'Oréal qui présente les carrières de la science aux lycéennes. Les résultats de cette action, qui bat en brèche les stéréotypes de genre, sont éloquentes : la proportion des lycéennes s'orientant vers les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs augmente de 30 %.

Aux côtés de l'Éducation nationale, les enseignants étant les premiers acteurs de l'orientation, et désormais des collectivités régionales, les associations et les entreprises ont lancé un grand nombre d'initiatives prometteuses. Ces initiatives, pour autant, restent encore trop circonscrites. Il y aurait beaucoup à gagner en donnant davantage de visibilité aux associations sur les financements disponibles, en adaptant leurs moyens aux enjeux et en instaurant des procédures d'évaluation rigoureuses pour identifier les bonnes pratiques portées par les associations ou les entreprises afin de les diffuser rapidement à l'échelle nationale.

À LIRE AUSSI : David Djaïz : "Quand remettra-t-on l'égalité des chances dans le débat présidentiel ?"

Si notre pays mobilisait davantage ses talents, en particulier en suscitant et accompagnant les vocations de chercheurs et d'innovateurs à très haut potentiel, quels en seraient les bénéfices économiques ? Avec une stratégie dotée de 100 M€ par an, l'étude du Conseil d'Analyse Économique estime que la France pourrait gagner 0,2 point de croissance du PIB chaque année. Soit, d'ici 15 ans, un gain de PIB de 75 Md€.

Sachons voir le verre à moitié plein : nos marges de progression sont très importantes et il nous revient de faire de l'orientation l'une des clés de la croissance économique et de l'égalité des chances.

